

L'Asie du Sud-Est

2024

Bilan, enjeux et perspectives

L'IRASEC

L'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (UAR 3142 – UMIFRE 22 CNRS MEAE) est un centre de recherches placé sous la double tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du CNRS. Depuis 2001, il étudie les évolutions politiques, sociales et environnementales en cours dans les onze pays de la région. Basé à Bangkok, l'Institut fait appel à des chercheurs de tous horizons disciplinaires et académiques qu'il associe selon les problématiques qu'il aborde. Il privilégie autant que possible les démarches transversales et de coopération.



Avec le soutien de :



IRASEC

179 Thanon Witthayu, Lumpini, Pathum Wan,

Bangkok 10330, Thaïlande

www.irasec.com

© IRASEC 2024

Sommaire

Les contributeurs	9
Avant-propos : Intégrations régionales et reconductions des statu quo nationaux, par Gabriel Facal et Jérôme Samuel	15

Les dossiers de l'année

Dynamiques et perspectives de l'internationalisation du yuan en Asie du Sud-Est, par Clément Berthou	23
L'interrégionalisme ASEAN-MERCOSUR : relations diplomatiques et économiques, par Oscar Fernández-Guillén	49
Évolution du don individuel dans une région en difficulté : pratiques anciennes, nouvelles modalités, par Rosalia Sciortino	75
<i>Scamming</i> : casinos et arnaques en ligne, des POGOs philippins aux <i>compounds</i> birmans, par François-Xavier Bonnet, Miko et Laure Siegel.....	93

Les pays

Birmanie - Le temps du doute pour la junte ?, par Tim Gascon	113
Brunei - Entre disgrâces royales et séductions impériales, par Marie-Sybille de Vienne	145
Cambodge - La réouverture sous contrôle d'un pays émergent, par Téphanie Sieng ...	167
Indonésie - Pour un « Âge d'or Indonésie 2045 », la poursuite d'une grande entente ?, par Gabriel Facal	193
Laos - Des partenariats hasardeux pour la poursuite de « rêves électriques », par Martin Rathie	221
Malaisie - Tous les chemins ne mènent pas à Médine, par David Delfolie	247
Philippines - Inflation et tensions en mer de Chine méridionale, par François-Xavier Bonnet et Elisabeth Luquin	279
Singapour - Dans l'attente d'un sursaut, par Éric Frécon	305
Thaïlande - Difficiles compromis, fractures sociales et quête de renouveau économique, par Henning Glaser	333

Timor-Leste - Crise birmane et ASEAN, Australie et grands projets gaziers : une actualité géopolitique et géoéconomique chargée, par Christine Cabasset	361
Viêtnam - Le Viêtnam non-aligné à l'heure des recompositions géopolitiques mondiales, par Jean-Philippe Eglinger et Pierre Journoud	391
Indicateurs-clés, représentations graphiques	421
Abstracts	443

Cartes

Asie du Sud-Est – ASEAN	4
Principaux centres de cybercriminalité et de trafic d'êtres humains en Birmanie	108
Birmanie	112
Brunei	144
Cambodge	166
Indonésie	192
Laos	220
Malaisie	246
Philippines	278
Singapour	304
Thaïlande	332
Timor-Leste	360
Viêtnam	390

Chronologies de l'année 2022

Birmanie.....	135
Brunei.....	161
Cambodge	184
Indonésie	212
Laos.....	237
Malaisie.....	267
Philippines.....	296
Singapour	325
Thaïlande.....	353
Timor-Leste.....	381
Viêtnam.....	410

Fiches pays

Birmanie	133
Brunei	160
Cambodge.....	183
Indonésie	211
Laos	236
Malaisie	266
Philippines	295
Singapour.....	324
Thaïlande	352
Timor-Leste	380
Viêtnam	408

Évolution du don individuel dans une région en difficulté : pratiques anciennes, nouvelles modalités

Rosalia Sciortino

L'Asie du Sud-Est est généralement considérée comme une région « généreuse », avec ses nombreuses cultures favorables au don et à l'entraide. Les discours sur l'assistance réciproque, tels le *gotong royong* en Indonésie, en Malaisie, à Singapour et au Brunei Darussalam et le *bahaniyan* aux Philippines, mettent l'accent sur l'offre de biens, de services et d'argent aux autres dans les moments de besoin et de célébration, en tant que partie intégrante des cultures et des identités nationales¹. En Thaïlande, les notions partagées de réciprocité et de mérite favorisent une tendance générale au don individuel². Comme l'écrit Pichamon Yeophantong, expert thaïlandais, « les traditions de dons caritatifs et d'obligations sociales, fondées sur l'empathie humaine pour la souffrance d'autrui, sont profondément enracinées dans la plupart des sociétés asiatiques, car elles sont le produit de systèmes sociaux et religieux complexes »³.

Il n'est donc pas surprenant que la région obtienne de bons résultats dans le *World Charity Index* qui, depuis 2010, mesure les tendances mondiales en matière

¹ Gisela Velasco, 1996, « Corporate philanthropy in Asia: The Philippine case. An overview of East and South East Asian philanthropy », *Working paper*, http://centreonphilanthropy.com/files/kb_ ; *Remember Singapore*, « Kampong spirit and gotong royong » [article de blog], *Remember Singapore*, 13 septembre 2013, <https://remembersingapore.org/2013/09/17/kampong-spirit-and-gotong-royong/>.

² Sciortino Rosalia, « Wielding the Purse Strings of Southeast Asian Civil Society », *New Mandala*, 11 juillet 2018, <https://www.newmandala.org/wielding-purse-strings/>.

³ Pichamon Yeophantong, 2014, « Understanding humanitarian action in East and Southeast Asia; A historical perspective », *Humanitarian Policy Group*, p. 1, <http://cdn-odi-production.s3.amazonaws.com/media/documents/8807.pdf>.

de dons à l'aide de trois indicateurs : aider un inconnu, donner de l'argent pour une bonne cause et faire du bénévolat. Comme les années précédentes, la majorité des pays d'Asie du Sud-Est se classent dans les deux premiers quintiles de l'indice 2023, avec des scores particulièrement élevés pour les dons d'argent. Sur cet indicateur financier, l'Indonésie, également au premier rang mondial de l'indice pour la sixième année consécutive, précède la Birmanie, suivie de la Thaïlande, Singapour et la Malaisie. Tous sont classés parmi les vingt premiers pays dont plus de la moitié de la population a donné de l'argent pour une bonne cause le mois précédant l'enquête⁴.

Les études locales confirment une volonté générale de faire du bénévolat et des dons, individuels plutôt qu'institutionnels, ce qui est la forme dominante du don dans la région et dans le monde. En Asie du Sud-Est, il s'agit le plus souvent de dons directement à d'autres membres de la famille et de la communauté⁵. Ces dons individuels ont tendance à être fondés sur l'empathie, la foi, les relations personnelles et les préférences culturelles plutôt que sur une évaluation objective des besoins sociétaux, avec des motivations allant de la manifestation d'un sentiment d'appartenance, au renforcement des identités religieuses, ethniques et de genre et des réseaux de sociabilités favorisant la cohésion sociale, à l'obtention d'un statut social ou à l'exercice d'un mécénat⁶. Généralement, ils peuvent être définis comme de nature caritative, consistant en « une réponse immédiate, émotionnelle et à court terme, axée principalement sur le secours et la réparation, alors que la philanthropie est beaucoup plus à long terme, plus stratégique, axée sur la reconstruction »⁷.

Les dons directs, lorsqu'ils ne sont pas destinés à des parents ou des personnes ayant des liens personnels étroits avec le donateur, soutiennent des services et des organisations religieuses et sociales, mais tendent à négliger les causes et les acteurs du développement et des droits humains. Dans des pays aussi différents que les Philippines, l'Indonésie et la Thaïlande, par exemple, moins de 10 % des donateurs

⁴ Charities Aid Foundation, 2023, *World Giving Index 2023, Global trends in generosity*, p. 15-16.

⁵ Rosalia Sciortino, 2017a, « Philanthropy, Giving, and Development in Southeast Asia », *Austrian Journal of South-East Asian Studies*, vol. 10, n° 2, p. 129-138, <https://doi.org/10.14764/10.ASEAS-2017.2-1> ; Rosalia Sciortino, 2017b, « Philanthropy in Southeast Asia: Between Charitable Values, Corporate Interests, and Development Aspirations », *Austrian Journal of South-East Asian Studies*, vol. 10, n° 2, p. 139-163, <https://doi.org/10.14764/10.ASEAS-2017.2-2>.

⁶ Rosalia Sciortino, 2017a, *op. cit.*

⁷ The Melvin and Bren Simon Foundation, « Bren Simon: Is There a Difference Between Charity and Philanthropy? », *APNews*, 11 août 2015, <https://apnews.com/article/f24dbe915bc2c465a0a1d916a662265d>.

donnent à des organisations non gouvernementales, et encore moins à des organisations de défense des droits humains⁸.

Peu à peu, cependant, les modalités et les objectifs du don direct évoluent. Les plateformes de financement participatif (*crowdfunding*), les médias et outils numériques, en Asie du Sud-Est comme dans le reste du monde, ont révolutionné la manière dont les gens s'engagent dans le don. Ces outils facilitent toutes les étapes du processus, depuis les transactions jusqu'au choix des causes à soutenir, tout en élargissant la portée et la capacité des individus et des communautés informelles à approcher les donateurs et à mobiliser des fonds pour leurs causes⁹. Les gens donnent de plus en plus à des inconnus qu'ils perçoivent comme ayant besoin de leur soutien, avec une appréciation nouvelle des complexités sociales, inconnue jusqu'alors. En retour, cela a ouvert des possibilités d'évolution pour les dons individuels qui, comme nous le soutenons ici, montrent un potentiel croissant pour répondre aux crises humanitaires nécessitant une aide à grande échelle, ainsi que pour traiter des causes fondées sur les droits humains, auparavant négligées.

Ce chapitre présente deux cas qui illustrent l'importance accrue et l'évolution de la nature des dons effectués par des particuliers ordinaires, d'une part pour les secours en cas de catastrophe et d'autres urgences humanitaires, et, d'autre part, pour un activisme civique, plus controversé. Dans le premier cas, nous constatons une augmentation substantielle des dons en faveur de personnes en situation de crise et n'ayant aucun lien de parenté avec le donateur. Cette tendance, amorcée avec l'afflux de dons aux communautés touchées par le tsunami asiatique de décembre 2004, s'est poursuivie lors des catastrophes naturelles ultérieures dans une région sujette aux inondations, éruptions volcaniques et tremblements de terre. Elle a atteint de nouveaux sommets financiers en réponse à la pandémie de covid-19. Dans le second cas, nous observons des signes d'évolution des dons individuels vers des orientations plus politiques à deux occasions récentes au moins, comme en témoigne le soutien collectif apporté aux mouvements d'opposition en Thaïlande et en Birmanie par les citoyens de ces pays et les communautés de la diaspora à l'étranger.

⁸ Rosalia Sciortino, 2017b, *op. cit.* ; Caroline Hartnell, 2020, *Philanthropy in Indonesia*, Philanthropy for Social Justice with Alliance, Filantropi Indonesia, Indonesia for Humanity et WINGs, <https://globalfundcommunityfoundations.org/wp-content/uploads/2020/02/Philanthropy-in-Indonesia-Feb-2020.pdf>.

⁹ Fidelity Charitable, 2021, « Technology revolutionizes our giving methods », <https://www.fidelitycharitable.org/insights/2021-future-of-philanthropy/technology.html>.

L'analyse de ces tendances évolutives s'appuie sur des études antérieures menées par l'auteure sur la philanthropie¹⁰ et sur les mesures de protection sociale prises pendant la pandémie de covid-19 en Asie du Sud-Est¹¹, ainsi que sur des données secondaires tirées d'une analyse de la littérature spécialisée. Sur la base des informations collectées, l'évolution des pratiques en matière de dons individuels est examinée afin de déterminer si ces dernières peuvent déboucher sur une alternative de financement – très recherchée – du changement social. Dans un contexte où les donateurs institutionnels sont devenus moins présents, moins flexibles et où les organisations de la société civile (OSC) voient leur financement diminuer, il devient nécessaire de comprendre si les dons individuels pourraient avoir des motivations plus progressistes sur le plan social et/ou devenir plus durables dans leur application.

Comblent les lacunes des réponses humanitaires

Le tsunami survenu dans l'océan Indien au lendemain de Noël 2004 a touché 14 pays, dont les plus durement en Asie du Sud et du Sud-Est, tué 230 000 personnes (la grande majorité en Indonésie) et laissé 1,7 million de sans-abri. Il a déclenché la plus grande réponse publique à ce jour¹². Comme l'indique une évaluation conjointe du financement des tsunamis :

« La réponse financière [au tsunami] du grand public a été la caractéristique déterminante. [Celle-ci], ainsi que la réponse médiatique et privée qui l'a suscitée, a été quantitativement et qualitativement exceptionnelle : 40 % (5,5 milliards \$ US) des ressources internationales pour le tsunami ont été fournies par le grand public. Le chiffre habituel avoisine les 15 %. C'est la réponse privée qui a permis à l'aide internationale d'être, pour une fois, suffisante (...) pour couvrir à la fois l'aide d'urgence et la

¹⁰ Rosalia Sciortino, 2017a et 2017b, *op. cit.* ; Rosalia Sciortino, « Wielding the Purse Strings of Southeast Asian Civil Society », *New Mandala*, 11 juillet 2018, <https://www.newmandala.org/weilding-purse-strings/> ; Rosalia Sciortino, 2020, « Diversity and Change in Charitable Giving in Thailand », document pour le projet Khon Thai 4.0 ; Rosalia Sciortino, 2023a, « Failing Financing of Civil Society in Southeast Asia », in Eva Hansson et Meredith L. Weiss (dir), *Routledge's Handbook of Civil and Uncivil Society in Southeast Asia*, Londres, Routledge, p. 155-174.

¹¹ Rosalia Sciortino, 2023b, « Regional Overview of COVID-19 and Impacted Social Needs and Responses in Southeast Asia », in Rosalia Sciortino (dir), *Who Cares? COVID-19 Social Protection Response in Southeast Asia*, Chiang Mai, Silkworm Books, p. 13-72.

¹² Matt Wade, « The Boxing Day tsunami triggered unprecedented generosity. Sydney Morning Herald », *Sydney Morning Herald*, 19 décembre 2014, <https://www.smh.com.au/national/the-boxing-day-tsunami-triggered-unprecedented-generosity-20141219-12b24r.html> ; Oxfam, 2014, *The Indian Ocean Tsunami 10 years on*, Oxford, Oxfam UK, https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/file_attachments/the_indian_ocean_tsunami_10_years_on_-_lessons_from_the_response_and_ongoing_humanitarian_funding_challenges.pdf.

reconstruction de manière adéquate. Et c'est aussi elle qui a fait des ONG et du Mouvement de la Croix-Rouge des acteurs si importants (et si nombreux). Bien qu'importante, la réponse officielle n'a pas été la plus importante jamais apportée à une catastrophe. »¹³

Le même rapport note que « les réponses locales, nationales et privées n'ont pas été suffisamment enregistrées »¹⁴, mais d'après la littérature et les observations disponibles, on peut déduire que le tsunami a également été un moment charnière pour la croissance du financement individuel dans les pays touchés de l'Asie du Sud-Est. L'aide initiale a été apportée par des habitants eux-mêmes aux prises avec la tragédie et s'est rapidement étendue à l'ensemble du pays pour garantir que les victimes reçoivent de la nourriture, un abri et des soins. L'afflux de ressources déclenché par l'ampleur de la catastrophe et facilité par la mobilisation des médias, les campagnes virtuelles sur les nouvelles plateformes de collecte de fonds et les actions concertées de la société civile, a été sans précédent dans la région. En Indonésie, près de 150 médias ont participé à la collecte de fonds après le tsunami, et deux des plus importants, *Metro TV* et le quotidien *Kompas*, ont recueilli ensemble l'équivalent d'environ 2,34 millions \$ US auprès du public au cours des trois premières semaines qui ont suivi la catastrophe¹⁵.

Les catastrophes ultérieures ont beaucoup moins suscité l'attention de la communauté internationale, mais ont continué à attirer les dons locaux. En Indonésie, les gens ont répondu rapidement et généreusement aux appels de fonds lancés dans la presse écrite, les médias sociaux et les plateformes de financement participatif lors de catastrophes de grande ampleur, comme à Palu sur l'île de Sulawesi en 2018 (tremblement de terre et tsunami) et à Lombok en 2018 et 2019 (tremblements de terre)¹⁶. En Birmanie, ce sont des particuliers et des OSC qui ont apporté un soutien rapide après le passage du cyclone Nargis en 2008, alors que l'aide internationale était retardée par les autorités autocratiques et qu'aucune aide gouvernementale n'était disponible. Leur soutien a permis aux communautés touchées de mieux faire face à la catastrophe en partageant la nourriture, les abris et la main-d'œuvre. Les contributions enregistrées en espèces et en nature des

¹³ Michael Flint et Hugh Goyder, 2006, *Funding the Tsunami Response. A Synthesis of Findings*, Londres, Tsunami Evaluation Coalition (TEC).

¹⁴ Michael Flint et Hugh Goyder, 2006, *op. cit.* p. 27.

¹⁵ Prapti Upadhyay Anand et Crystal Hayling, 2014, *Lever for Change. Philanthropy in Select South East Asia Countries*, Singapour, Lien Centre for Social Innovation.

¹⁶ Caroline Hartnell, 2020, *op. cit.*

ressortissants de la Birmanie ont atteint un total d'environ 11,86 millions \$ US en moins de deux mois, mais comme de nombreux dons étaient anonymes et non enregistrés, « la part non enregistrée est très probablement aussi importante, voire plus importante, que le chiffre enregistré »¹⁷.

Les dons en cas de catastrophe ont tendance à être impulsifs et immédiats, de la part de donateurs qui éprouvent de l'empathie pour les destinataires et qui, encouragés par les images diffusées par les médias et les appels lancés par les OSC, ressentent le besoin d'apporter leur aide. Ce phénomène est clairement documenté dans les Philippines frappées par des catastrophes, où « les contributions aux efforts de secours explosent après des calamités naturelles destructrices, comme les typhons et les tremblements de terre »¹⁸. De même, dans d'autres pays d'Asie du Sud-Est, le financement direct privilégie la réponse d'urgence immédiate et le soutien direct aux victimes en leur fournissant des produits de première nécessité, tels que de la nourriture, des vêtements, un logement, des moyens de transport et une assistance médicale.

En Indonésie, sur les plateformes de financement participatif et dans les efforts de collecte de fonds sur les médias sociaux, les campagnes médicales à court terme semblent être les plus efficaces pour toucher les sentiments des donateurs en raison de leur valeur émotionnelle élevée et de la facilité avec laquelle le donateur peut s'identifier à la souffrance de la victime, ce que l'on appelle l'effet de la « victime identifiable »¹⁹. De plus en plus, cependant, les causes humanitaires et les secours en cas de catastrophe obtiennent une part plus importante du financement, les moyens en ligne rendant également « identifiables » les victimes éloignées, tout en devenant un canal d'acheminement rapide des dons vers les zones et les personnes touchées et de coordination des interventions avec d'autres acteurs privés²⁰.

Non seulement le volume des financements progresse, mais la nature des dons évolue aussi. Les donateurs commencent à reconnaître la nécessité de remédier aux effets durables des catastrophes et d'aider les communautés à se relever. Davantage

¹⁷ Tripartite Core Group, 2008, *Post-Nargis Joint Assessment*, Tripartite Core Group, p.60, https://www.gfdr.org/sites/default/files/GFDRR_Myanmar_Post-Nargis_Joint_Assessment_2008_EN.pdf.

¹⁸ Rosalina Palanca-Tan et Nelson Matthew P. Tan, 2023, « Charitable Giving Amidst the COVID-19 Pandemic: A Philippine Context », *International Advances in Economic Research*, vol. 29, p. 49-62, <https://doi.org/10.1007/s11294-023-09869-8>.

¹⁹ Thomas C. Schelling, Martin J. Bailey et Gary Fromm, 1968, « The life you save may be your own », in Samuel B. Chase (dir), *Problems in public expenditure analysis*, Washington DC, Brookings Institution.

²⁰ Les informations proviennent d'un article en cours de révision dont l'auteur est anonyme.

de donateurs sont désormais disposés à financer la reconstruction à long terme dans le but de rétablir la qualité de vie et les services aux niveaux antérieurs à la catastrophe et de trouver des solutions durables pour les populations déplacées, bien que les dons individuels en faveur de la prévention et de la préparation aux catastrophes restent limités²¹. Ces investissements substantiels peuvent être considérés comme un complément à l'aide gouvernementale, perçue comme insuffisante ou inefficace pour répondre aux besoins de la population ; ils comblent ainsi les lacunes de la réponse nationale.

La pandémie de covid-19 : un engagement civique sans précédent

La pandémie de covid-19 a mis en lumière la contribution essentielle des dons individuels à l'allègement du fardeau des gouvernements. En Asie du Sud-Est comme dans le reste du monde, l'un des aspects les plus remarquables de cette crise a été l'élan d'engagement civique pour faire face aux multiples impacts du covid-19. L'assistance sanitaire et sociale fournie par le gouvernement, même si elle a atteint un niveau sans précédent pour les pays de la région, n'a pas suffi à faire face à tous les effets de la crise. Pour survivre, les ménages et les individus touchés par la pandémie ont dû réduire leurs dépenses de nourriture, d'éducation et d'autres produits de première nécessité, reporter des paiements, puiser dans leur épargne, emprunter de l'argent et vendre ou mettre en gage des biens²². Les familles ont également compté sur le soutien de leurs parents et amis et ont bénéficié des formes communautaires d'assistance réciproque et des systèmes d'épargne traditionnels.

L'étendue, la gravité et la durée de la pandémie ont toutefois rapidement mis à rude épreuve les ressources des familles et des communautés, rendant l'aide d'acteurs extérieurs et de la société dans son ensemble encore plus essentielle. Un large éventail d'institutions non gouvernementales et d'organisations de la société civile, dont des groupes communautaires, des organisations confessionnelles et des

²¹ Agarwal Sheena, Cordasco Melida et Jana Barrett, 2020, « Disaster Philanthropy: 15 Years of disaster-giving in Asia-Pacific », *Give2Asia*, <https://give2asia.org/wp-content/uploads/2020/08/Give2Asia-Trends-in-Disaster-Philanthropy-Report-v1-web.pdf>.

²² Peter J. Morgan et Trinh Q. Long, mars 2021, « Impacts of COVID-19 on Households in ASEAN Countries and Their Implications for Human Capital Development », *ADBI Working Paper Series*, n° 1226, Tokyo, ADBI, p. 17.

groupes de défense, se sont engagés dans une « pléthore d'actions localisées »²³. Allant de la fourniture de soins de santé et de services sociaux à la diffusion d'information, ces actions étaient de moindre envergure que celles du gouvernement, mais « plus réactives et, sans doute, plus efficaces pour atteindre les personnes marginalisées et isolées géographiquement »²⁴. Pour ce faire, les OSC ont dû surmonter les restrictions liées à la pandémie et les dispositifs sécuritaires, qui avaient renforcé le rétrécissement préexistant des espaces civiques dans toute la région²⁵. Déjà entravées dans la mise en œuvre de leurs activités et reléguées dans l'espace en ligne par la pandémie, de nombreuses OSC ont été confrontées à des gouvernements hostiles qui ont exploité les mesures d'urgence pour restreindre davantage les libertés civiles et justifier des mesures de répression et des attaques plus larges contre la liberté d'expression²⁶.

Au Cambodge, les autorités locales ont mis des bâtons dans les roues des OSC en matière de financements et de poursuite de programmes, et ont même refusé les autorisations nécessaires pour les programmes de prévention du covid-19 auprès de communautés défavorisées²⁷. En Thaïlande, les individus et les réseaux informels distribuant des biens et des équipements de protection individuelle ont été stoppés plutôt qu'aider à gérer la foule, et aux Philippines ils ont été stigmatisés et intimidés²⁸. En Malaisie, les ONG interdites en vertu de l'ordonnance sur le contrôle des mouvements n'ont pu aider les migrants et les réfugiés persécutés qu'après une campagne intitulée « Laissez-nous travailler avec vous »²⁹.

²³ Nicola Nixon, 2020, « Civil Society in Southeast Asia during COVID-19: Responding and Evolving under Pressure », Numéro inaugural de GovAsia, San Francisco, The Asia Foundation, p. 2, <https://asiafoundation.org/wp-content/uploads/2020/09/GovAsia-1.1-Civil-society-in-Southeast-Asia-during-the-COVID-19-pandemic.pdf>.

²⁴ Rosalia Sciortino, 2023a, *op.cit.*, p. 60.

²⁵ Lorch, Jasmin et Janjira Sombatpoonsiri, 2020, « Southeast Asia Between Autocratization and Democratic Resurgence », in Richard Youngs (dir), *Coronavirus as a Catalyst for Global Civil Society*, Washington, DC, Carnegie Endowment for International Peace, p. 5-10, https://carnegieendowment.org/files/Youngs-Coronavirus_Civil_Society_final.pdf; Sciortino 2023a, *op. cit.*

²⁶ USAID, ICNL et FHI360, 2022, *2021 Civil Society Organization Sustainability Index for Asia*, 8^e édition, Washington DC, USAID.

²⁷ Bunly Soeung et Sungyong Lee, « The Impact of COVID-19 on the Civil Society Sector in Cambodia: A Year On », *New Mandala*, 7 mai 2021, <https://www.newmandala.org/the-impact-of-covid-19-on-the-civil-society-sector-in-cambodia-a-year-on/>.

²⁸ Supalak Ganjanakundee, 2020, « COVID-19 in Thailand: The Securitization of a Non-Traditional Threat », *ISEAS Perspective*, n° 51, https://www.iseas.edu.sg/wp-content/uploads/2020/03/ISEAS_Perspective_2020_51.pdf; Chloe Andrea Wong, « Philippines Community Pantries Give Help - and Send a Message », *The Interpreter*, 6 mai 2021, <https://www.lowyinstitute.org/the-interpreter/philippines-community-pantries-give-help-send-message>

²⁹ Grace Chen, « JKM's New Guidelines Allow NGOs to Distribute Food to Needy Folk », *The Star*, 2 avril 2020, www.thestar.com.my/metro/metro-news/2020/04/02/jkms-new-guidelines-allow-ngos-to-distribute-food-to-needy-folk

Un autre défi que les OSC ont dû relever est celui du financement, car leur situation financière fragile a été exacerbée par la réduction du soutien, les fonds des donateurs ayant été retirés, retardés, limités par des réglementations juridiques et bancaires restrictives, ou réaffectés. L'augmentation temporaire de l'aide publique au développement (APD) en 2020 en raison du covid-19 n'a pas vraiment profité à l'Asie du Sud-Est, qui a continué à faire piètre figure parmi les pays bénéficiaires. Si l'on inclut tous les types de financement du développement à l'étranger (ODF)³⁰, les fonds destinés à la région sont passés de 23 milliards \$ US en 2019 à 35 milliards \$ US en 2020, pour redescendre à 28 milliards \$ US en 2021³¹, mais la majeure partie était constituée de prêts, principalement non concessionnels, accordés par des banques de développement (en particulier la Banque asiatique de développement et la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures) et certains partenaires bilatéraux, généralement axés sur les interventions et les technologies médicales et seulement en second lieu sur l'aide à la protection sociale. Pour ces projets, les principaux bénéficiaires étaient les gouvernements et les parties non gouvernementales n'étaient impliquées qu'indirectement.

Bien que les fondations internationales et les ONG aient réussi à apporter un certain soutien aux OSC pour les activités liées au covid-19, la viabilité financière des OSC s'est globalement détériorée, en particulier lorsqu'elles dépendaient de financements étrangers, qu'elles avaient une capacité limitée à collecter des fonds, et que leurs sources de financement n'étaient pas suffisamment diversifiées. *L'Indice de viabilité des OSC en Asie* pour 2021 fait état d'une détérioration financière en 2021 au Cambodge, en Indonésie, aux Philippines et en Thaïlande. Le Timor oriental est le seul pays d'Asie du Sud-Est inclus dans l'indice qui a maintenu le statu quo après les baisses enregistrées en 2020³². Les OSC ont tout de même joué un rôle essentiel grâce à leur résilience et à leur capacité d'adaptation, y compris d'innovation dans l'utilisation de méthodes en ligne pour réaliser (une partie) de leurs activités et pour collecter des fonds par le biais du crowdfunding. Ces initiatives nationales ont permis d'atténuer la détresse économique et les

³⁰ L'APD est limitée aux pays de l'OCDE et n'inclut pas les prêts non concessionnels, contrairement à l'ODF. OCDE, 2021, « COVID-19 Spending Helped to Lift Foreign Aid to an All-time High in 2020 », Note détaillée, Paris, OCDE, www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-data/ODA-2020-detailed-summary.pdf

³¹ Dayant, Alexandre, Grace Stanhope et Roland Rajah, 2023, *Southeast Asia Aid Map*, Lowy Institute, <https://seamap.lowyinstitute.org/assets/downloads/Lowy%20Institute%20Southeast%20Asia%20Aid%20Map%20-%20Key%20Findings%20Report.pdf>

³² USAID, ICNL et FHI360, 2022, *op. cit.*, p. 3.

bouleversements sociaux induits par le covid-19 qui n'étaient pas, ou insuffisamment, couverts par les efforts publics de protection sociale, en particulier au début de la pandémie et lorsque le variant Delta hautement contagieux s'est répandu dans la région, à la mi-2021.

Outre les efforts institutionnels, un nombre croissant d'individus, touchés par les difficultés vécues par d'autres personnes, se sont portés volontaires pour aider et faire des dons, en puisant dans leurs ressources personnelles :

«Ce sont [...] des réseaux informels et des individus, souvent sans antécédents d'activisme, qui ont fourni une nécessaire aide immédiate, flexible et largement diffusée, en utilisant leurs propres finances et, plus tard, des dons directs sollicités par le bouche-à-oreille via les médias sociaux et d'autres plateformes. »³³

Des initiatives autonomes ont vu le jour pour transporter les malades vers les hôpitaux, fournir de la nourriture, de l'oxygène et des équipements de protection individuelle, et assurer des services de crémation ou d'enterrement. Les garde-mangers communautaires aux Philippines et les garde-mangers « partagés » en Thaïlande en sont l'exemple le plus visible et ce, en dépit des craintes du gouvernement qui redoutait que ces dispositifs ne soient perçus – de fait ils l'ont été – comme un signe de son incapacité à répondre aux besoins de la population et de l'échec de ses efforts en matière d'aide sociale³⁴.

En Malaisie et en Birmanie³⁵ au plus fort de la pandémie, on a vu hisser des drapeaux blancs sur les maisons des foyers en détresse (connu en Malaisie comme le mouvement #benderaputih [« drapeau blanc »]³⁶).

Malgré les nombreuses observations de terrain, il est difficile d'évaluer le niveau des dons. Cependant, dans un pays aussi pauvre en ressources que la Birmanie, l'appel aux dons du gouvernement civil lancé le 5 janvier 2021 pour l'achat de vaccins covid-19 a permis de lever près d'un million \$ US³⁷. À l'autre bout du spectre, à Singapour, le pays le plus riche d'Asie du Sud-Est, la même

³³ Rosalia Sciortino, 2023a, *op.cit.*, p. 169.

³⁴ Chloe Andrea Wong, 2021, *op. cit.*

³⁵ « Desperate COVID Families Hoist Flags for Donations in Myanmar's Cities », *RFA*, 28 juillet 2021, <https://www.rfa.org/english/news/myanmar/flags-07282021193148.html>.

³⁶ « Malaysians in Covid Lockdown Fly White Flags to Ask for Help », *BBC*, 5 juillet 2021, <https://www.bbc.com/news/world-asia-57717214>.

³⁷ Zaw Zaw Htwe, « Donations Pour in as People of Myanmar Dig Deep to Help Cover Cost of Vaccine », *Irrawaddy*, 12 janvier 2021, <https://www.irrawaddy.com/specials/myanmar-covid-19/donations-pour-people-myanmar-dig-deep-help-cover-cost-vaccine.html>.

tendance peut être observée. En sus de programmes de protection sociale bien financés et presque universels mis en place par le gouvernement, les dons ont plus que doublé sur la plateforme en ligne Giving.sg du Centre national du bénévolat et de la philanthropie (NVPC), passant de 39,5 millions \$ US pour l'exercice 2019 à plus de 100 millions \$ US l'année suivante³⁸. Dans l'Indonésie voisine, les dons numériques ont également augmenté de manière significative. *L'Indonesia's Digital Donation Outlook 2020* relève un décuplement des dons entre 2018 (secours aux sinistrés de Palu, Sulawesi central, 0,96 million \$ US) et 2020 (janvier-octobre de la première année de la pandémie, 10,6 millions \$ US). Au cours de la même période, le montant des dons conventionnels et numériques a augmenté d'environ 20 %, celui des dons numériques ayant augmenté de 72 %³⁹. Les donateurs les plus fréquents étaient les milléniaux (24-39 ans), dont on peut s'attendre à ce qu'ils continuent à donner par ces moyens puisqu'ils sont déjà engagés dans la démarche du don et se sont habitués à la facilité et à la commodité des plateformes et des applications en ligne⁴⁰. En Indonésie, comme dans le reste de la région et dans le monde, la technologie et les médias sociaux ont été encouragés pour permettre aux donateurs de surmonter les restrictions liées à la mobilité des personnes. Ils s'avèrent être des outils essentiels pour l'aide humanitaire dans les crises actuelles et futures et devraient constituer une tendance durable bien au-delà de la pandémie.

La question reste toutefois de savoir dans quelle mesure cet élan sans précédent a transformé la nature des dons individuels en les orientant vers des motivations plus progressistes sur le plan social. Un an après que le covid-19 n'a plus été déclaré comme une urgence (bien qu'il reste présent), les dons liés à la pandémie ont conservé leurs caractéristiques caritatives traditionnelles. Dans l'ensemble, ils ont été éphémères, atteignant des sommets dans les moments d'extrême nécessité pour fournir une assistance directe et combler les lacunes les plus visibles de la réponse, puis s'estompant dès que l'extrême urgence est passée et/ou que les fonds ont été épuisés. Même lorsque les dons individuels ont réussi à s'organiser et à soutenir l'action collective, ils n'ont pas débouché sur des demandes sociétales plus générales de réforme des systèmes de protection sociale. Ils n'ont pas remis en question les mesures d'intervention du covid-19, si ce n'est en tant qu'actions exemplaires

³⁸ Goh Yan Han, « Record \$102m donated on Giving.sg in a year amid Covid-19 pandemic », *The Straits Times*, 6 avril 2021, <https://www.straitstimes.com/singapore/102m-donated-on-givingsg-in-a-year-amid-covid-19-pandemic>.

³⁹ GoPay and Kopernik, 2021, *GoPay Digital Donation Outlook 2020*, Jakarta, GoPay and Kopernik, p. 15-27.

⁴⁰ *Idem*.

rappelant vivement au public que les pratiques actuelles sont loin d'être suffisantes ou équitables⁴¹. Les griefs concernant la manière dont la pandémie a été gérée sont apparus dans des contextes distincts, dans le cadre de mouvements d'opposition plus larges, et c'est là que s'est produite la plus grande transformation des dons individuels.

Le don en tant que protestation

À l'exception peut-être des dons politiques et du financement public des campagnes politiques, principalement par des partis richement pourvus, le financement individuel des expressions et mouvements politiques en Asie du Sud-Est a été limité. Parmi les exemples les plus visibles, on peut citer le soutien financier à des causes conservatrices de nature transnationale fondées sur la foi : mouvements bouddhistes extrémistes et de fondations bouddhistes au Sri Lanka, en Birmanie et en Thaïlande⁴², ainsi que groupes islamiques radicaux en Indonésie. Les donations transnationales ont pu sporadiquement alimenter le terrorisme⁴³.

Ces dernières années, cependant, nous avons vu le financement individuel devenir essentiel pour soutenir les mouvements de protestation en faveur de la démocratie et des droits humains dans l'ensemble de la région. Confrontés à une pénurie croissante de financements, étant donné que leurs gouvernements restreignent les flux financiers vers les OSC à des fins de plaidoyer et que leurs donateurs institutionnels habituels (locaux et internationaux) préfèrent désormais des approches moins risquées⁴⁴, ces mouvements sont principalement financés par des dons individuels à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

En Thaïlande, les dons privés et le bénévolat ont permis aux manifestations étudiantes en réaction à la dissolution du parti progressiste Future Forward Party (FFP) par la Cour constitutionnelle (fin février 2020), de se transformer en un mouvement massif de la jeunesse réformiste. Les donateurs institutionnels traditionnels et les entreprises se sont tenus à l'écart en raison des risques judiciaires

⁴¹ Rosalia Sciortino, 2023b, *op.cit.*, p. 62.

⁴² Vishal Arora, « Connecting the dots on buddhist fundamentalism », *The Diplomat*, 30 mai 2014, <http://thediplomat.com/2014/05/connecting-the-dots-on-buddhist-fundamentalism/>

⁴³ IPAC, 2022, « Extremist Charities and Terrorist Fund-raising in Indonesia », Jakarta, <https://understandingconflict.sgp1.digitaloceanspaces.com/dashboard/9532b0bf29e52143445ad164f101bcec.pdf>.

⁴⁴ Rosalia Sciortino, 2023a, *op.cit.*

et réputationnels, en particulier sur la demande de réforme de la monarchie et de suppression de la loi draconienne contre la lèse-majesté (« Article 112 »). Les accusations gouvernementales et des monarchistes d'un financement états-unien sont restées improuvées⁴⁵. Le financement externe des ONG reste possible, mais on peut supposer qu'il est limité car, d'une part, elles ont joué un rôle de soutien plutôt que de leader dans les manifestations menées par les jeunes et, d'autre part, le financement international des groupes de la société civile dans la région a diminué en raison de la réorientation de l'aide et du contrôle accru de l'État⁴⁶. Les observations directes et les reportages des médias concordent sur le fait que ce sont les dons individuels sous forme d'argent ou de biens qui ont constitué le principal moyen d'approvisionnement du mouvement jusqu'à ce qu'il s'estompe progressivement et disparaisse en 2022 en raison du harcèlement et de l'emprisonnement systématiques des militants – y compris de ses bailleurs de fonds⁴⁷ –, des restrictions imposées par le covid-19 et de fragmentations internes.

Un rôle clé dans le financement a été joué par les stars et les fans de K-pop qui ont soutenu la cause dans les médias sociaux et collecté des fonds pour les manifestations par le biais du financement participatif en ligne, notamment les groupes de K-pop Super Junior, Girls' Generation, EXO et BTS. Collectivement, ils ont été « le plus grand donateur du mouvement »⁴⁸. Leur participation a été déclenchée à la suite des violences policières contre les manifestants le 16 octobre 2020, les fans de Girls' Generation ayant collecté 779 562 TBH (25 000 \$ US) en neuf heures, et une vingtaine de groupes de fans ayant collecté 100 000 \$ US en une semaine⁴⁹. Les fonds ont permis d'acheter des équipements de protection pour les manifestants, tels que des lunettes et des casques, et une grande partie a servi à financer des services juridiques pour les manifestants détenus.

De nombreuses personnalités ont également soutenu publiquement les manifestations malgré les tentatives de les décourager et de les poursuivre en justice. Des groupes pro-gouvernementaux ont soutenu que les donateurs avaient contribué

⁴⁵ Khaosod English, 2020a, « U.S. Embassy Denies Funding Anti-Govt Protests », 31 août, <https://www.khaosodenglish.com/politics/2020/08/31/u-s-embassy-denies-funding-anti-govt-protests/>

⁴⁶ Rosalia Sciortino, 2023a, *op.cit.*

⁴⁷ Khaosod English 2020b, « K-pop Fans Raise Millions for Pro-democracy Protest », 10 octobre, www.khaosodenglish.com/net/2020/10/19/k-pop-fans-raise-millions-for-pro-democracy-protest/#google_vignette.

⁴⁸ Jessica Rawnsley, « How K-pop fans are helping Thai protesters stay out of jail », *The New Statesman*, 4 mars 2021, <https://www.newstatesman.com/world/2021/03/how-k-pop-fans-are-helping-thai-protesters-stay-out-jail>.

⁴⁹ Khaosod English, 2020b, *op. cit.*

aux manifestations illégales et que des poursuites devaient donc être engagées contre eux⁵⁰. C'est le cas de l'actrice Intira « Sai » Charoenpura, qui a financé les cuisines et les toilettes des manifestations pendant plusieurs mois et s'est vue mise en examen en vertu de l'article 112, bien qu'elle n'ait jamais parlé de monarchie⁵¹. Ce n'est que lorsque les manifestations sont devenues plus fragmentées et plus violentes que le soutien du public en ligne et par l'intermédiaire de groupes de K-pop et de personnalités publiques a diminué, avant de s'estomper, tout comme les manifestations.

Le combat s'est alors déplacé en ligne pour vaincre les partis gouvernementaux lors des élections générales. Le Move Forward Party (réincarnation du FFP) a remporté une victoire éclatante dans les urnes en 2023, ensuite réduite à néant par des manœuvres politiques⁵². Sa popularité se reflète également dans le fait qu'il a reçu le plus grand nombre de dons individuels pour un total de 47,45 millions TBH (environ 1,33 millions \$ US), loin devant tous les autres partis, par le biais d'un système officiel par lequel les contribuables peuvent donner jusqu'à 500 TBH (14 \$ US) au parti politique de leur choix lorsqu'ils remplissent leur déclaration de revenus annuelle⁵³. Ces chiffres montrent une fois de plus que les donateurs individuels se tournent vers des causes politiques progressistes.

Financement de la guerre par le biais du financement participatif⁵⁴

La situation birmane montre, plus encore que le cas précédent, le rôle crucial que peuvent jouer les dons individuels, souvent modestes, d'une grande partie de la population pour soutenir l'opposition à des gouvernements autoritaires. Trois ans après l'arrivée au pouvoir de la junte militaire en Birmanie, le gouvernement

⁵⁰ « 'ศรีสุวรรณ' ร้องสอบ 'ท่อน้ำเลี้ยงมืออม' รัฐบาลหลักฐานเอาผิด 'กปปช.' ยาก », ['Srisuwan' demande une enquête, il est difficile de trouver des preuves contre le PDRC], *Voice Online*, 16 septembre 2020.

⁵¹ « Women on frontlines of democracy movement », *Bangkok Post*, 21 décembre 2020. <https://www.bangkokpost.com/thailand/politics/2038911/women-on-frontlines-of-democracy-movement/>.

⁵² Cf. dans ce volume, Henning Glaser, « Thaïlande : difficiles compromis, fractures sociales et quête de renouveau économique ».

⁵³ Reporters en ligne, « Move Forward tops party donations at B47m », *Bangkok Post*, 11 février 2023. <https://www.bangkokpost.com/thailand/general/2504314/move-forward-tops-party-donations-at-b47m>.

⁵⁴ Le titre est tiré d'un rapport de l'International Crisis Group, 2022, « Crowdfunding a War: The Money behind Myanmar's Resistance », Rapport Asie, n° 328, Rangoun/Melbourne/Bruxelles.

légitime en exil, le gouvernement d'unité nationale (NUG) et d'autres groupes pro-démocratiques armés et non armés continuent d'être principalement soutenus par les contributions de la population à l'intérieur du pays et surtout de la diaspora. L'aide étrangère a été limitée et orientée vers l'assistance humanitaire dans de nombreux cas par l'intermédiaire d'ONG internationales, avec peu de soutien pour les groupes locaux et aucun soutien pour la lutte armée. Pour surmonter cette pénurie, le NUG a imaginé des moyens innovants pour collecter des fonds par le biais de techniques de financement participatif et d'autres méthodes en ligne :

« Contre toute attente, les forces d'opposition ont collecté des sommes considérables – peut-être des centaines de millions de dollars – pour les aider à lutter contre le régime militaire. La mobilisation des fonds, dont une grande partie est constituée de petits dons individuels de la diaspora, a été rendue possible par la révolution numérique de Birmanie et la démocratisation des services financiers au cours de la dernière décennie. Cette révolution a créé non seulement de nouveaux moyens de collecte et de transfert de l'argent, mais aussi les connaissances dont les Birmans avaient besoin pour tirer parti de ces outils »⁵⁵.

De manière créative et à la pointe de la technologie, le NUG et ses partenaires ont développé cinq sources principales pour collecter des fonds : le lancement du kyat numérique ou DMMK⁵⁶ ; la collecte d'impôts dans les zones qu'eux et leurs alliés contrôlent ; l'émission d'obligations à taux zéro ; la vente aux enchères d'actions de propriétés militaires et de baux miniers ; et la vente de billets de loterie *Nway Oo* (« printemps »). Les obligations et les ventes aux enchères ne seront honorées qu'une fois le combat gagné, ce qui implique une grande confiance de la part des acheteurs, leur achat devant être considéré à ce stade davantage comme un geste de soutien que comme un investissement⁵⁷.

Les ressources du NUG et des groupes qui luttent contre la junte restent toutefois largement tributaires des campagnes de financement participatif en ligne. Le soutien provient à la fois de l'intérieur et de l'extérieur du pays, mais à mesure que les conditions économiques en Birmanie se détériorent et que la surveillance se resserre, c'est surtout la diaspora, qui comprend un grand nombre de réfugiés et de

⁵⁵ *Idem*, p. ii.

⁵⁶ Le DMMK est théoriquement, mais pas encore, garanti par une monnaie étrangère basée sur le réseau Stellar.

⁵⁷ Zachary Abuza, 2023, « Sustaining Funding for Myanmar's Spring Revolution », *Stimson Policy Papers Asia & Indo-Pacific*, <https://www.stimson.org/2023/sustaining-funding-for-myanmar-spring-revolution/> ; ICG, 2022, *op. cit.* ; Emily Fishbein, « Still my people': Myanmar diaspora supports democracy struggle back home », *Aljazeera*, 25 septembre 2023, <https://www.aljazeera.com/news/2023/9/25/still-my-people-myanmar-diaspora-supports-democracy-struggle-back-home>.

migrants dans les pays voisins et au-delà, qui est devenue la « source de financement la plus importante »⁵⁸. Outre qu'elle soutient le NUG et les groupes armés pour l'achat d'armes ainsi que pour la fourniture de services de santé et d'éducation dans la zone contrôlée, la diaspora a également financé le mouvement de désobéissance civile et ses membres en exil, et a fourni un soutien aux personnes déplacées à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Les observateurs notent que les dons de la diaspora sont essentiels à la survie des familles qui ont perdu leur emploi et leurs moyens de subsistance⁵⁹. Il est difficile d'évaluer l'importance de la contribution de la diaspora, mais selon un porte-parole du bureau présidentiel du NUG, au cours des deux dernières années, au total plus de 156 millions \$ US ont été collectés, dont une « part significative » provenait de la diaspora⁶⁰. La plupart des dons étaient de petits montants collectés par des particuliers et des groupes communautaires ayant utilisé les médias sociaux et des événements publics.

Plus que la collecte de fonds, le défi consiste à déplacer et à distribuer ces fonds dans le pays, en raison du contrôle accru de la junte sur le système bancaire et des répercussions possibles pour ceux qui seraient identifiés pour avoir parrainé l'opposition. L'application développée par le NUG pour faciliter les transferts (NUGPay) s'est heurtée à divers problèmes techniques et de sécurité lors de son essai pilote, si bien que la plupart des gens préfèrent encore s'en remettre aux réseaux informels et au système de transfert traditionnel *hundi*⁶¹ pour contourner le contrôle du régime. S'ils sont pris, les donateurs sont condamnés à des années de prison et de travaux forcés, même pour des dons inférieurs à 5 \$ US⁶². En avril 2022, 200 personnes ont été condamnées. Néanmoins, la junte n'a pas été en mesure d'empêcher les flux de parvenir aux bénéficiaires prévus et l'on peut s'attendre à ce que la collecte de fonds sur Internet reste une caractéristique de l'insurrection en Birmanie.

⁵⁸ ICG, 2022, *op. cit.*, p. 7.

⁵⁹ Maria Slow, « Myanmar resistance gets millions of donor dollars, even as junta chokes off humanitarian aid », *South China Morning Post*, 20 décembre 2022, <https://www.scmp.com/week-asia/politics/article/3203898/myanmar-resistance-gets-millions-donor-dollars-even-junta-chokes-humanitarian-aid>.

⁶⁰ Emily Fishbein, 2023, *op. cit.*

⁶¹ Dans le système *hundi*, « un courtier facilite les transferts d'argent informels : un expéditeur donne de l'argent dans la monnaie locale au courtier, une commission est prélevée sous forme de déduction directe ou de perte de change, et un destinataire en Birmanie reçoit de l'argent en kyat dans sa communauté », COAR, 2021, *Hundi networks transferring in post-coup Myanmar*, <https://coar-global.org/2023/09/28/hundi-networks-transferring-into-post-coup-myanmar/>.

⁶² ICG, 2022, *op. cit.*, p. 17.

Les dons individuels de la population restent la pratique la plus répandue et la principale source de financement des causes caritatives et philanthropiques en Asie du Sud-Est. Si, traditionnellement, les dons directs privilégient les membres de la famille, les voisins ou les autres membres de la communauté, on observe depuis quelques années une plus grande ouverture à l'égard des personnes extérieures au cercle des proches, mais dans le besoin ou en situation de vulnérabilité. Comme le montre ce chapitre, les causes humanitaires et les secours en cas de catastrophe attirent de plus en plus de fonds, grâce à la « proximité » apportée par les moyens en ligne, qui rendent les bénéficiaires potentiels « identifiables » et donc émotionnellement liés. Le covid-19 a encore amplifié cette tendance avec une manifestation sans précédent de la volonté du public de donner. Ce phénomène a été stimulé par l'ampleur de la crise et les nombreuses lacunes dans les réponses apportées en matière de protection sociale. Il a été rendu possible par les applications et plateformes numériques, qui ont permis de surmonter les restrictions liées à la pandémie.

Bien qu'une partie de ce financement humanitaire ait commencé à soutenir des approches plus structurelles en faveur de la prévention, la réhabilitation et le redressement après les crises, la réponse aux menaces existentielles reste généralement de nature émotionnelle et *ad hoc*. Les donateurs individuels ont tendance à montrer peu ou pas d'intérêt à contribuer aux efforts de la société civile pour renforcer la résilience des communautés et des sociétés face aux crises, ou à préconiser la réforme des politiques gouvernementales systémiques, comme notamment une meilleure planification des catastrophes et des pandémies et l'amélioration des systèmes de protection sociale et d'aide sociale. Les dons d'aide d'urgence en cas de crise ou de catastrophe restent orientés vers des causes considérées comme « sûres » et pour lesquelles l'impact des dons peut être observé clairement et immédiatement, négligeant ainsi des domaines plus complexes et plus risqués qui nécessitent des investissements à plus long terme pour produire des effets sensibles, comme les interventions sur le changement social et la défense des droits humains et des droits civiques.

Parallèlement, l'inquiétude suscitée par le déclin de la démocratie et l'opposition à l'expansion des régimes autoritaires dans la région, poussent les gens à faire des dons aux mouvements d'opposition. L'hésitation à soutenir des causes risquées en matière de droits humains et le désir de donner à des « victimes

identifiables » et de voir des résultats immédiats, qui caractérisent l'attitude des donateurs dans les dons directs, sont, dans ce contexte, supplantés par la volonté de sauvegarder la démocratie. Dans un contexte de rétrécissement de l'espace civique, y compris de l'espace financier pour la société civile, en raison d'un financement international plus limité et d'un contrôle accru du gouvernement sur les acteurs et les activités non étatiques, les dons individuels en quantités modestes, mais nombreux, sont devenus le principal soutien à de grands mouvements d'opposition.

Compte tenu de l'évolution des tendances observées en matière de dons individuels, il semble que la société civile concernée par les causes progressistes ait la possibilité d'explorer des stratégies proactives appropriées pour stimuler les campagnes de collecte de fonds en ligne. Le défi pour les collecteurs de fonds potentiels est d'articuler ces causes d'une manière empathique qui rende les avantages potentiels du changement social ou l'urgence de prévenir les violations des droits humains « tangibles » pour les donateurs en ligne et les fasse se sentir « motivés par l'émotion ». Il est également important que les groupes progressistes de la société civile élaborent des stratégies pour s'assurer un soutien à long terme. Du point de vue des donateurs, la décision de soutenir des manifestations massives comme celles qui ont eu lieu en Thaïlande et au Myanmar est en quelque sorte similaire à celle de financer des réponses aux catastrophes et aux crises humanitaires, dans la mesure où la fin de ces événements est en vue. Même si ces manifestations durent des années, on s'attend à ce qu'elles se terminent bientôt et à ce que leurs objectifs soient atteints dans un avenir pas trop lointain. Cependant, si elles durent plus longtemps que prévu ou que les attentes s'estompent, les dons diminuent et, en fin de compte, cesseront. Dans le cas du Myanmar, l'ICG⁶³ conclut que « la trajectoire du conflit dépend maintenant en partie de la capacité des forces de résistance à maintenir l'afflux de dons – et à en trouver d'autres ».

À l'avenir, la société civile devra donc investir dans l'éducation du public, et en particulier du grand nombre de jeunes qui maîtrisent le numérique, pour leur faire comprendre que leurs dons sont essentiels pour des actions et des interventions structurelles plus complexes qui nécessitent des ressources durables et du temps pour avoir un impact. Ce n'est qu'alors que les dons individuels évolueront vers un financement alternatif, très recherché, pour des approches et des interventions axées sur la justice sociale.

⁶³ ICG, 2022, *op. cit.*, p. i.